

**pour la démocratie,
pour la liberté de circulation
contre la dictature de la finance
et les politiques d'austérité**

le 8 juin 2015

Ce 20 juin sera la journée internationale des réfugiés, et c'est aussi le premier jour de la semaine de solidarité auxquels les mouvements sociaux de Grèce nous demandent de participer. L'Europe forteresse tente d'empêcher des milliers de réfugiés de rejoindre son sol. Cette Union européenne, celle qui autorise la libre circulation de la finance et des capitaux, veut empêcher le peuple grec de prendre en main ses décisions politiques sauf à se voir, lui aussi rejeté hors des frontières de l'Union.

**L'austérité, contre la justice sociale,
le droit et la démocratie**

L'austérité imposée en Grèce depuis la crise financière est le régime que l'Union européenne souhaite imposer avec plus ou moins de vigueur dans les différents pays :

- Les conventions collectives et le droit du travail sont attaqués partout. Si les Grecs se battent pour retrouver leur conventions collectives, de notre côté nous nous opposons au détricotage permanent du droit du travail depuis plusieurs années : loi sur la sécurisation de l'emploi, loi Macron, dialogue social à la mode Rebsamen... Ce qui est en jeu : les négociations salariales, la possibilité d'imposer des rémunérations ou des conditions de travail à la baisse, et de faciliter les licenciements.
- En Grèce, les retraites constituent un point de crispation entre le gouvernement grec et les autres gouvernements européens. Ici, nous voyons une nouvelle offensive du Medef contre les retraites complémentaires. Le Medef souhaite que celles-ci ne soient versées en totalité qu'à partir de 67 ans. Cela serait évidemment un coin enfoncé pour justifier des reculs d'âge de départ pour tous les systèmes de retraite.

**144 bd de la Villette
75019 Paris**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

**tel : 01 58 39 30 20
fax 01 43 67 62 14**



La réduction de la dette, contre la santé et l'éducation

Le gouvernement a ajouté 4 milliards aux 50 milliards de réduction des dépenses publiques par an et pour 3 ans, engagement du pacte de responsabilité. Dans le même temps, c'est 16 milliards par an qui sont nécessaires pour financer le crédit impôt compétitivité emploi (CICE) pour les entreprises. Cette politique d'assèchement des ressources frappe directement les dépenses de santé et l'hôpital public. Elle frappe aussi l'éducation et les collectivités locales. Et de plus, ces mannes financières sans aucune contrepartie créent des effets d'aubaine pour les entreprises sans créer d'emplois.

En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande, des politiques au nom de la dette ont été encore plus loin au détriment des services publics et des biens communs de la population. Les pressions insupportables des gouvernements européens, de la Banque centrale européenne et du fond monétaire international veulent contraindre le gouvernement grec à rompre les engagements qu'il avait pris.

Les mouvements grecs défendent leur choix, leur droit de refuser l'austérité. Ils refusent le chantage. Ils continuent d'organiser par eux mêmes la résistance concrète aux politiques d'austérité avec des initiatives auto-organisées et autogérées dans la santé en particulier. Leur combat est le nôtre car il montre des possibilités de remettre en cause les politiques qui vont toujours dans le même sens de ceux qui nous gouvernent depuis 20 ans. Nous souhaitons le mener avec eux et c'est pour cela que nous serons dans la rue le 20 juin. C'est pour cela que nous vous appelons aussi à signer massivement l'appel "la Grèce, une chance pour l'Europe !":

<http://www.audit-citoyen.org/?p=6412>

La forteresse et Schenguen, contre les droits humains

Ceux qui nous dirigent cherchent à tout prix des solutions aux problèmes qu'ils ont parfois eux mêmes créés sans remettre en cause les dogmes qui sont les leurs. "On ne va pas accueillir toute la misère du monde" tel est leur leitmotiv. Et pour cela ils ferment les yeux sur les drames en Méditerranée. Ils imaginent les solutions les plus brutales : bombarder les bateaux, empêcher les migrant-es de débarquer... Nous devrions pourtant le savoir : rien n'empêche les hommes et les femmes de chercher une vie meilleure, surtout s'ils ou elles connaissent des conditions de vie difficiles ou sont menacé-es dans leur vie même.

Le 20 juin, Solidaires participera, et invite les salarié-es, chômeurs/ses et retraité-es à participer, à Paris comme dans de nombreuses villes en France et en Europe aux manifestations, aux rassemblements pour exiger que les politiques en France, en Grèce, en Europe changent, et pour refuser le sort qui est fait aux peuples dans et hors de l'Europe.

